

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 54

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DEL CONSIGLIO D'EUROPA

III parte della Sessione 2007
(Strasburgo, 25-29 giugno 2007)

Risoluzione n. 1556 (2007) ⁽¹⁾

La politica agricola e per le aree rurali
nella regione euro-mediterranea

Annunziata il 2 ottobre 2007

L'ASSEMBLÉE,

1. L'Assemblée parlementaire s'est toujours intéressée au bassin méditerranéen et aux différents problèmes de cette région fimitrophe du Conseil de l'Europe. 18 Etats membres sont situés dans cette région géographique et le Conseil de l'Europe est concerné au premier pian par cette frontière méridionale dans le cadre de sa politique de voisinage. Comme cela

a été maintes fois rappelé par l'Assemblée, et encore récemment dans sa Recommandation 1753 (2006) sur les relations extérieures du Conseil de l'Europe, l'Europe a besoin de stabilité non seulement à l'intérieur de ses frontières mais hors de ses frontières, en particulier dans la région méditerranéenne.

2. Bien que la sécurité démocratique préconisée par le Conseil de l'Europe soit difficile à assurer au regard de différents conflits et de situations politiques compliquées dans la région, une approche et une coopération sectorielles pourraient faciliter des avancées et une meilleure entente

(1) *Discussion par l'Assemblée le 25 juin 2007 (20^e séance) (voir Doc. 11301, rapport de la commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales, rapporteur: M. Schmied). Texte adopté par l'Assemblée le 25 juin 2007 (20^e séance).*

et compréhension entre les deux rives du bassin méditerranéen. A cet égard l'agriculture – et les politiques qui s'y rattachent – apparaît comme un des secteurs clé qui pourrait permettre des progrès rapides et substantiels dans cette région, d'une part par la grande importance qu'elle revêt encore dans les pays de la rive sud, et d'autre part du fait de l'existence d'une politique commune européenne en la matière – la PAC. L'Assemblée rappelle à cet effet sa Résolution 1331 (2003) sur les enjeux de l'agriculture méditerranéenne.

3. Un nouveau processus d'intégration progressive du bassin méditerranéen avait pris naissance en 1995 avec la Déclaration de Barcelone, qui n'a pas encore produit tous les fruits escomptés. L'agriculture n'y avait pas été intégrée alors qu'elle demeure un secteur stratégique dans la région, dans la perspective de la création d'une grande zone euro-méditerranéenne de libre-échange à l'horizon 2010. Au contraire, l'espace méditerranéen s'est depuis fracturé davantage malgré l'existence d'un Partenariat euro-méditerranéen (PEM) et des relations privilégiées avec les pays partenaires méditerranéens (PPM) de l'Union européenne.

4. A l'horizon 2020, selon les Nations Unies, la population méditerranéenne aura doublé en l'espace de 50 ans pour atteindre 544 millions d'habitants (dont un triplement de la population pour les rives sud et est). De nos jours, un tiers de cette population réside encore en milieu rural et la population active agricole a été divisée par trois au nord alors qu'elle a continué d'augmenter au sud. Au-delà de ce déséquilibre nord-sud, se produit un autre clivage plus préoccupant encore qui est celui de l'urbanisation et de la littoralisation des pays de la rive sud avec un exode rural accéléré, une paupérisation rapide des campagnes et une pression démographique accrue.

5. On constate également un déséquilibre croissant des balances agro-com-

merci ales de la plupart des PPM, qui les placent désormais dans une situation de dépendance agricole et alimentaire structurelle, notamment par rapport aux pays européens qui reçoivent 50% des exportations agricoles de ces pays et sont à l'origine de 30% de leurs importations. Par ailleurs, l'agriculture représente encore 10 à 15% du PIB de la plupart de ces pays. S'ajoute à cela une sécurité alimentaire mal assurée, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, dans les pays du sud du bassin.

6. Dans un tel contexte, l'Assemblée est convaincue qu'il faut faire preuve de volontarisme pour rechercher une association plus déterminante entre l'Europe et la Méditerranée, dans le cadre d'une approche partenariale et solidaire. Pour ce faire, il faut se fixer des priorités stratégiques dans des domaines d'intérêt commun, comme peut l'être l'agriculture. Les pays européens ont un rôle prépondérant à jouer dans la recherche et l'exploitation de coopérations renforcées dans ce secteur. Les pays de la rive sud devraient rechercher une action concertée et éviter des situations de concurrence entre eux et la défense de leurs intérêts particuliers.

7. L'Assemblée est convaincue que, face à une évolution qui verrait les deux rives de la Méditerranée se tourner le dos et se refermer sur elles-mêmes en aggravant par là les clivages structurels existants ou qui, alternativement, miserait sur un développement à outrance des pays du sud qui approfondirait leurs fractures socio-économiques, la seule voie d'avenir consiste dans l'association, la solidarité et la défense des intérêts communs et stratégiques dans un contexte mondialisé.

8. L'Assemblée considère que les parlements nationaux et les assemblées parlementaires européennes ont un rôle important à jouer en vue de promouvoir la coopération méditerranéenne. L'Assemblée elle-même et le Conseil de l'Europe en tant que tel devraient développer la coopération et le dialogue avec les pays

méditerranéens non membres de l'Organisation en vue d'atteindre une plus grande stabilité et sécurité démocratique dans la région. Une telle coopération et un tel dialogue devraient être menés en concertation avec tous les partenaires concernés et, notamment, l'Union européenne.

9. Elle rappelle la tenue de la 2^e Conférence euro-méditerranéenne sur l'agriculture (Strasbourg, 28-29 septembre 2006) qu'elle a organisée conjointement avec le Parlement européen et en coopération avec le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) et la Fédération internationale des producteurs agricoles. Cette conférence a fait le point sur l'évolution de la coopération euro-méditerranéenne dans les domaines de l'agriculture et du développement rural.

10. L'Assemblée reconnaît la grande valeur de l'action du CIHEAM en faveur de la coopération méditerranéenne et des relations entre l'Europe et la Méditerranée, notamment en matière de formation, dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation en vue d'un développement plus harmonieux et d'une stabilité accrue de la région. Elle considère qu'il peut et doit constituer une plate-forme commune et paritaire de dialogue et de coopération entre tous les pays du bassin méditerranéen.

11. En conséquence, l'Assemblée recommande aux pays méditerranéens et à l'Union européenne de:

11.1. lancer un programme euro-méditerranéen de développement rural pour non seulement s'attaquer aux besoins infrastructurels que sont l'accès à l'eau potable, à la santé et à l'éducation, mais également promouvoir une diversification de l'économie et y créer de nouvelles activités;

11.2. mettre en oeuvre une libéralisation progressive et maîtrisée des échanges agricoles euro-méditerranéens, respectueuse des impératifs socio-économiques

et environnementaux présents dans la région. Un système de préférence commerciale sur les produits méditerranéens serait utile pour progresser dans l'intégration économique de la région;

11.3. orienter de manière rationnelle la production agricole des pays du Sud, en l'adaptant aux conditions environnementales locales (éviter les cultures aquavores), en misant à la fois sur le développement des exportations (notamment par une amélioration de l'accès au marché communautaire européen) sans oublier leur marché intérieur, tout en soutenant la paysannerie et les petites exploitations familiales;

11.4. soutenir la mise en place d'une meilleure gestion et une optimisation dans l'utilisation des ressources en eau (les pays de la rive sud ne disposant que de 13% des ressources en eau du bassin méditerranéen), notamment pour l'irrigation, tant en ce qui concerne une amélioration des infrastructures comme l'instauration d'une tarification plus juste de l'eau. Des transferts de savoir-faire et des campagnes de sensibilisation devront être réalisés pour offrir de meilleures perspectives hydriques dans la région;

11.5. promouvoir une double promotion agricole, d'une part, en poursuivant le développement de l'agriculture biologique et, d'autre part, en encourageant l'agriculture raisonnée et durable;

11.6. veiller à mettre en place des modalités de contrôle dans le cadre de la mise en marché probable d'organismes génétiquement modifiés (OGM), notamment en assurant la reconnaissance des droits nationaux en matière de propriété intellectuelle des ressources génétiques locales;

11.7. encourager une labellisation des produits méditerranéens, fondée sur le triple engagement de l'identité, de la qualité et de la sécurité en développant des outils de certification dans les pays de la rive sud et en promouvant la création d'une instance euro-méditerranéenne de

sécurité sanitaire des aliments, le cas échéant dans le cadre ou sous l'égide de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), pour assurer la traçabilité et la commercialisation des produits agricoles de la région;

11.8. promouvoir le modèle alimentaire méditerranéen et valoriser les produits typiques et certifiés de la région. Mieux informé, plus sensibilisé et toujours plus soucieux de sa santé, le consommateur pourrait se réorienter vers les produits du terroir et de qualité;

11.9. renforcer les organisations de consommateurs pour favoriser une responsabilisation alimentaire, enjeu majeur de santé publique dans la région. Il faut également favoriser une implication plus forte des sociétés civiles du Sud de la Méditerranée dans le débat agricole, rural et alimentaire;

11.10. restructurer les relations villes-campagne en mettant en place des partenariats solidaires entre les zones littorales touristiques et leurs arrière-pays pour que les aliments consommés en milieu urbain et dans les lieux touristiques soient davantage issus de terroirs locaux qu'importés depuis l'étranger et, qu'inversement, un mouvement touristique se développe vers les zones rurales (tourisme vert et gastronomique);

11.11. repenser l'offre et la mise sur le marché des produits agricoles en restructurant la filière au moyen d'une meilleure synergie entre les petits producteurs, les transporteurs et les distributeurs. Une amélioration logistique de la filière agricole est par ailleurs indispensable (conditionnement, stockage);

11.12. mettre en place graduellement des actions de lutte coordonnée contre certaines épizooties spécifiques ou contre l'action des insectes ravageurs;

11.13. développer la recherche et la formation agronomiques, pour contribuer à l'amélioration de la production agricole dans la région par des techniques innovantes et adaptées aux nouveaux défis

émergents (pressions urbaines, dégradation environnementale, raréfaction des ressources en eau, changement climatique) et par l'organisation d'un espace euro-méditerranéen de la recherche agronomique.

12. L'Assemblée recommande par ailleurs à l'Union européenne et aux Etats membres:

12.1. de faire de l'agriculture un pilier stratégique du PEM et d'y consacrer les moyens nécessaires pour faire de ce secteur une force de développement dans les pays du Sud et un moteur de convergence entre les deux rives de la Méditerranée. Le projet euro-méditerranéen ne pourra pas se faire sans l'agriculture, ici comprise dans ses aspects multi dimensionnels (monde rural, commerce, environnement, équilibres sociaux-économiques, culture, démographie, santé publique);

12.2. de concevoir l'avenir de la PAC somme interdépendante des évolutions en cours et à venir au sein du Bassin méditerranéen et de l'adapter aux produits méditerranéens. Par ailleurs, un fonds euro-méditerranéen pourrait être constitué afin de contribuer à financer l'adaptation des structures agricoles des pays de la rive sud;

12.3. de construire une plate-forme euro-méditerranéenne de dialogue et de coopération pluridisciplinaire sur l'agriculture qui pourrait s'organiser autour de trois pôles de compétences mutualisées: orientation et positionnement politique (décideurs, gouvernements, parlements, société civile), recherche et expertise (chercheurs, analystes, formateurs), professionnels et producteurs (acteurs de la chaîne agricole, de la production à la commercialisation);

12.4. de rechercher une convergence euro-méditerranéenne dans les positions au sein des instances internationales. D'abord, en encourageant le rapprochement et l'échange des pays de la rive sud. Ensuite, en affichant autant que possible

une posture euro-méditerranéenne commune à l'échelle internationale, notamment à l'Organisation mondiale du commerce (OMC);

12.5. de poursuivre la tenue de réunions ministérielles euro-méditerranéennes sur l'agriculture, telles que celle tenue en novembre 2003 sous présidence italienne de l'Union et d'organiser avant 2010 une réunion euro-méditerranéenne pluri-ministérielle sur le monde rural et agricole qui pourrait s'attaquer au dossier agricole dans son ensemble (commerce, environnement, cohésion sociale, santé publique, aménagement du territoire);

12.6. de miser davantage sur les complémentarités à l'échelle internationale que sur les concurrences intra-méditerranéennes pour que les productions soient cohérentes avec l'environnement, les territoires et les réalités socio-économiques des différents pays méditerranéens. Cet effort de complémentarité des produits pourrait être un atout supplémentaire pour densifier les solidarités interrégionales;

12.7. de mettre en oeuvre et respecter les principes de la Stratégie méditerranéenne de développement durable (SMDD) tout en créant les outils et les mécanismes nécessaires à l'instauration de politiques agricoles et rurales durables.

13. L'Assemblée recommande aux pays méditerranéens non européens et à la Ligue arabe, à travers l'Organisation arabe de développement agricole, d'envisager la création d'un fonds régional visant à financer la modernisation des structures agricoles de ses pays ainsi qu'un développement rural équilibré et durable.

14. L'Assemblée recommande aux Etats membres méditerranéens du Conseil de

l'Europe qui n'en sont pas encore membres, d'adhérer au CIHEAM en vue de faciliter et de développer la coopération méditerranéenne dans les domaines de l'agriculture, du développement rural et de l'alimentation.

15. L'Assemblée recommande en outre aux Parlements nationaux des pays méditerranéens, au Parlement européen, à l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne et à l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée de développer la coopération parlementaire en matière rurale et agricole en vue de favoriser les échanges d'information et d'expériences et la concertation législative dans ce domaine.

16. L'Assemblée invite le Parlement européen à poursuivre le suivi et le développement du Processus de Barcelone et du Partenariat euro-méditerranéen, en veillant en particulier au volet agricole et à la libéralisation progressive des échanges de produits agricoles méditerranéens, notamment par la conclusion des négociations et des accords agricoles avec les pays partenaires méditerranéens.

17. L'Assemblée invite l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à envisager la création d'un Bureau régional pour la Méditerranée qui coordonnerait son action dans les pays de la région et faciliterait la coopération entre eux dans les domaines rural, agricole et alimentaire.

18. L'Assemblée envisage de poursuivre sa coopération avec le CIHEAM en organisant des conférences parlementaires euro-méditerranéennes périodiques avec la participation des Parlements des pays méditerranéens, de l'Union européenne et des organisations internationales compétentes telles que la FAO et l'OCDE.

N. B. Traduzione non ufficialeRisoluzione n. 1556 (2007) ⁽¹⁾La politica agricola e per le aree rurali
nella regione euro-mediterranea

L'ASSEMBLEA,

1. L'Assemblea parlamentare si è costantemente interessata al bacino mediterraneo e ai vari problemi di questa regione lungo i confini del Consiglio d'Europa. In questa regione geografica si collocano 18 Stati membri e il Consiglio d'Europa è coinvolto in primo piano da questa frontiera meridionale, nel quadro della sua politica di vicinato. Come l'Assemblea ha avuto più volte occasione di rammentare, e recentemente ancora nella sua Raccomandazione 1753 (2006) sulle relazioni esterne del Consiglio d'Europa, l'Europa ha bisogno di stabilità non solo all'interno delle sue frontiere, ma al di là delle frontiere stesse, e particolarmente nella regione mediterranea.

2. Sebbene la sicurezza democratica preconizzata dal Consiglio d'Europa sia difficile da garantire a fronte dei diversi conflitti e di situazioni politiche complesse esistenti nella regione, una impostazione e una cooperazione specifica per questo settore potrebbero facilitare i progressi e una migliore intesa e comprensione tra le due sponde del bacino mediterraneo. A tal proposito, uno dei settori chiave, che potrebbe permettere progressi rapidi e so-

stanziali in questa regione è l'agricoltura – e le politiche ad essa relative – sia per la grande importanza che essa riveste nei paesi della riva meridionale, sia per l'esistenza di una politica europea comune in materia, la PAC. A tal riguardo l'Assemblea richiama la propria Risoluzione 1331 (2003) sul futuro dell'agricoltura mediterranea.

3. Nel 1995, con la Dichiarazione di Barcellona, aveva preso avvio un nuovo processo di integrazione progressiva del bacino mediterraneo, che non ha ancora prodotto tutti i frutti allora previsti. L'agricoltura non era stata inserita nella dichiarazione, mentre essa costituisce in questa regione un settore strategico, nella prospettiva della creazione di una ' grande zona euro-mediterranea di libero scambio sull'orizzonte del 2010. Ora invece, malgrado l'esistenza di un Partenariato euro-mediterraneo (PEM) e di relazioni privilegiate con i paesi mediterranei partner (PPM) dell'Unione Europea, lo spazio mediterraneo ha visto prodursi ulteriori fratture.

4. Sull'orizzonte del 2020, secondo l'ONU, la popolazione mediterranea avrà subito un raddoppio nell'arco di 50 anni, arrivando a 544 milioni di abitanti (cui la popolazione delle sponde sud ed est contribuisce triplicandosi). Attualmente un terzo di questa popolazione abita ancora in ambiente rurale, ma, mentre nei paesi della riva nord tale popolazione si è ri-

(1) Discussione in Assemblea 25 giugno 2007 (20° seduta) (v. Coc. 11301, relazione della Commissione ambiente agricoltura e problemi del territorio, relatore Schmied) testo adottato dall'Assemblea il 25 giugno 2007) (20° seduta).

dotta di tre volte, nei paesi della riva sud non ha cessato di aumentare. Oltre a questo squilibrio nord-sud, è in corso un'altra più preoccupante sfaldatura, quella dell'urbanizzazione e della litorizzazione dei paesi della sponda sud, con un esodo rurale accelerato, un rapido impoverimento delle campagne e una crescente pressione demografica.

5. Si può constatare anche un crescente squilibrio nelle bilance agro-commerciali della maggior parte dei PPM, che li pone ormai in una situazione di dipendenza agricola e alimentare strutturale, e particolarmente rispetto ai paesi europei che ricevono il 50% delle esportazioni agricole di questi paesi e forniscono il 30% delle loro importazioni. D'altronde nella maggior parte di questi paesi l'agricoltura rappresenta ancora dal 10 al 15% del PIL. A questo quadro si aggiunga il fatto che nei paesi della sponda sud del bacino la sicurezza alimentare non è ben garantita, sia per l'aspetto quantitativo che per quello qualitativo.

6. Dato questo contesto, l'Assemblea è convinta che occorra dar prova di buona volontà nel ricercare un partenariato più incisivo tra l'Europa e il Mediterraneo, nel quadro di una impostazione solidaristica. A tale scopo è indispensabile fissare delle priorità strategiche nei campi di comune interesse, uno dei quali può essere quello agricolo. Ai paesi europei spetta un ruolo principale nella ricerca e nella attuazione di cooperazioni rafforzate in questo settore. Da parte loro, i paesi della sponda sud dovrebbero perseguire una azione concertata, evitando le situazioni di concorrenza tra di loro e la difesa dei loro interessi particolari.

7. L'Assemblea è convinta che, rispetto a una evoluzione che veda le due rive del Mediterraneo voltarsi le spalle e chiudersi in sé stesse, aggravando così le sfasature strutturali esistenti, ovvero una evoluzione che punti su di uno sviluppo a oltranza dei paesi della sponda sud, approfondendo in tal modo le discrasie socio-economiche, la

sola via prospettabile è quella della associazione, della solidarietà e della difesa degli interessi comuni e strategici in un contesto globalizzato.

8. L'Assemblea ritiene che i parlamenti nazionali e le assemblee parlamentari europee possano svolgere un ruolo importante nel promuovere la cooperazione mediterranea. Sia l'Assemblea che il Consiglio d'Europa in quanto tale dovrebbero sviluppare la cooperazione e il dialogo con i paesi mediterranei non membri dell'Organizzazione, mirando così a una più grande stabilità e sicurezza democratica nella regione. Tale cooperazione e tale dialogo dovrebbero essere condotti di concerto con tutti i partner coinvolti e, in particolare, l'Unione Europea.

9. Si richiama qui la 2^a Conferenza euro-mediterranea sull'agricoltura (tenutasi a Strasburgo il 28-29 settembre 2006) organizzata dall'Assemblea insieme al Parlamento europeo e in cooperazione con il Centro internazionale di alti studi agronomici mediterranei (CIHEAM) e la Federazione internazionale dei produttori agricoli. Quella conferenza ha fatto il punto sullo sviluppo della cooperazione euro-mediterranea nei settori dell'agricoltura e dello sviluppo rurale.

10. L'Assemblea riconosce il grande valore dell'azione del CIHEAM a favore della cooperazione mediterranea e delle relazioni tra Europa e Mediterraneo, specialmente in materia di formazione, nei settori agricolo e alimentare, ai fini di uno sviluppo più armonioso e di una maggiore stabilità nella regione. Si ritiene che il CIHEAM possa e debba costituire una piattaforma comune e paritaria di dialogo e di cooperazione tra tutti i paesi del bacino mediterraneo.

11. Conseguentemente, l'Assemblea raccomanda ai paesi mediterranei e all'Unione Europea di:

11.1. promuovere un programma euro-mediterraneo di sviluppo rurale al fine

non solo di affrontare i bisogni infrastrutturali quali l'accesso all'acqua potabile, alla salute e all'istruzione, ma anche di favorire una diversificazione dell'economia e la creazione di nuove attività;

11.2. attuare una liberalizzazione graduale e pilotata degli scambi agricoli euro-mediterranei, rispettosa delle precise esigenze socio-economiche e ambientali presenti nella regione. Per far progredire l'integrazione economica della regione sarebbe utile stabilire un sistema di preferenza commerciale sui prodotti mediterranei;

11.3. orientare in modo razionale la produzione agricola dei paesi meridionali, adattandola alle condizioni ambientali dei luoghi (evitare le culture idrovore), puntando al tempo stesso sullo sviluppo delle esportazioni (specialmente mediante un miglioramento dell'accesso al mercato comunitario europeo) senza dimenticare le esigenze del mercato interno, sostenendo i coltivatori diretti e le piccole aziende familiari;

11.4. sostenere la attuazione di una migliore gestione e ottimizzazione nell'utilizzo delle risorse idriche (i paesi della sponda sud dispongono solo del 13% delle risorse idriche del bacino mediterraneo), in particolare per l'irrigazione, sia per quanto riguarda un miglioramento delle infrastrutture che per l'istituzione di un sistema tariffario più giusto per l'acqua. Per offrire alla regione migliori prospettive nel settore idrico dovranno realizzarsi trasferimenti di capacità tecnica e campagne di sensibilizzazione;

11.5. appoggiare una duplice promozione agricola, da una parte quella orientata all'agricoltura biologica, dall'altra quella per una agricoltura ragionevole e sostenibile;

11.6. istituire modalità di controllo nel quadro della probabile messa sul mercato di organismi geneticamente modificati (OGM), assicurando in particolare il riconoscimento dei diritti nazionali in materia

di proprietà intellettuale delle risorse genetiche locali;

11.7. incoraggiare l'attribuzione di marchi di garanzia dei prodotti mediterranei, basata sul triplice impegno dell'origine, della qualità e della sicurezza, sviluppando strumenti di certificazione nei paesi della sponda sud e promuovendo la creazione di un ente euro-mediterraneo di sicurezza sanitaria degli alimenti, eventualmente nel quadro o sotto l'egida dell'Autorità europea di sicurezza degli alimenti (EFSA), per assicurare la tracciabilità e la commercializzazione dei prodotti agricoli della regione;

11.8. promuovere il modello alimentare mediterraneo e valorizzare i prodotti tipici e certificati della regione. Se sarà meglio informato, sensibilizzato e più attento alla propria salute, il consumatore può orientarsi verso i prodotti di qualità e di filiera corta;

11.9. rafforzare le organizzazioni dei consumatori per favorire una consapevolezza alimentare, importante obiettivo per la salute pubblica nella regione. Occorre anche favorire un maggiore coinvolgimento delle società civili della sponda sud del Mediterraneo nel dibattito sull'agricoltura, l'ambiente rurale e l'alimentazione;

11.10. ristrutturare le relazioni città-campagna, mediante partenariati solidali tra le zone turistiche litoranee e le zone dell'entroterra, per far sì che gli alimenti consumati nelle città e nei siti turistici siano principalmente quelli prodotti sul territorio piuttosto che importati dall'estero e, d'altro canto, far sì che si sviluppi un movimento turistico verso le zone rurali (turismo verde e gastronomico);

11.11. ripensare l'offerta e la messa sul mercato dei prodotti agricoli, ristrutturando la filiera mediante una sinergia tra piccoli produttori, trasportatori e distributori. È senz'altro necessario un miglioramento logistico della filiera agricola (confezionamento, magazzinaggio);

11.12. introdurre gradualmente azioni di lotta coordinata a determinate specifiche epizootie o ad alcuni insetti ad azione devastante;

11.13. sviluppare la ricerca e la formazione agronomiche, per contribuire al miglioramento della produzione agricola nella regione con tecniche innovative e adeguate alle sfide emergenti (pressioni urbane, degrado ambientale, rarefazione delle risorse idriche, cambiamento climatico) e con l'organizzazione di uno spazio euro-mediterraneo della ricerca agronomica.

12. L'Assemblea raccomanda inoltre all'Unione Europea e agli Stati membri:

12.1. di fare dell'agricoltura un pilastro strategico del PEM, destinandovi le risorse necessarie per far sì che questo settore diventi una forza di sviluppo nei paesi della sponda sud e un motore di convergenza tra le due sponde del Mediterraneo. Il progetto euro-mediterraneo non potrà realizzarsi senza l'agricoltura, da integrare in tutte le sue molteplici dimensioni (mondo rurale, commercio, ambiente, equilibri socio-economici, cultura, demografia, salute pubblica);

12.2. di concepire il futuro della PAC come interdipendente dagli sviluppi attuali e prossimi nel bacino mediterraneo, adattandola ai prodotti mediterranei. Si prospetta anche la possibilità di costituire un fondo euro-mediterraneo finalizzato a finanziare l'adattamento delle strutture agricole dei paesi della sponda sud;

12.3. di costruire una piattaforma euro-mediterranea di dialogo e di cooperazione interdisciplinare sull'agricoltura, che potrebbe organizzarsi attorno a tre poli di competenze condivise: orientamento e impostazione politica (soggetti decisori, governi, parlamenti, società civile), ricerca e analisi (ricercatori, formatori) professionisti e produttori (protagonisti della catena agricola, dalla produzione alla commercializzazione);

12.4. di ricercare una convergenza euro-mediterranea di posizioni all'interno delle istanze internazionali. Anzitutto incoraggiando l'avvicinamento e gli scambi con i paesi della sponda sud. Poi proponendo, per quanto possibile, una comune impostazione euro-mediterranea su scala internazionale, e in particolare nell'ambito dell'Organizzazione mondiale del commercio (OMC);

12.5. di proseguire a tenere riunioni ministeriali euro-mediterranee sull'agricoltura, come quella tenuta nel novembre 2003 sotto la presidenza italiana dell'Unione; di organizzare inoltre, prima del 2010, una riunione euro-mediterranea interministeriale sul mondo rurale e l'agricoltura, che potrebbe affrontare la problematica agricola nel suo complesso (commercio, ambiente, coesione sociale, salute pubblica, gestione del territorio);

12.6. di puntare sulle complementarità in scala internazionale piuttosto che sulle concorrenze all'interno del Mediterraneo, affinché le produzioni siano coerenti con l'ambiente, i territori e le realtà socio-economiche dei diversi paesi mediterranei. Questo sforzo di complementarità dei prodotti potrebbe rappresentare una carta vincente aggiuntiva per rafforzare le solidarietà interregionali;

12.7. di attuare e attenersi ai principi della Strategia mediterranea di sviluppo sostenibile, creando gli strumenti e i meccanismi necessari alla realizzazione di politiche agricole e rurali sostenibili.

13. L'Assemblea raccomanda ai paesi mediterranei non europei e alla Lega araba di prevedere, attraverso l'Organizzazione araba di sviluppo agricolo, la creazione di un fondo regionale inteso a finanziare la modernizzazione delle strutture agricole di questi paesi e uno sviluppo rurale equilibrato e sostenibile.

14. L'Assemblea raccomanda agli Stati membri mediterranei del Consiglio d'Europa che non siano ancora membri del CIHEAM di aderire a questa organizza-

zione, al fine di facilitare e sviluppare la cooperazione mediterranea nei campi agricolo, dello sviluppo rurale e dell'alimentazione.

15. L'Assemblea raccomanda inoltre ai Parlamenti nazionali dei paesi mediterranei, al Parlamento europeo, all'Assemblea parlamentare euro-mediterranea e all'Assemblea parlamentare del mediterraneo di sviluppare la cooperazione parlamentare in materia di agricoltura e aree rurali, al fine di favorire gli scambi informativi e di esperienze e la concertazione legislativa in questo settore.

16. L'Assemblea invita il Parlamento europeo a perseguire i seguiti e lo sviluppo del processo di Barcellona e del Partenariato euro-mediterraneo, curando in particolare il settore agricolo e mirando alla graduale liberalizzazione degli scambi di

prodotti agricoli mediterranei, in modo speciale mediante la conclusione di negoziati e accordi agricoli con i paesi partner mediterranei.

17. L'Assemblea invita l'Organizzazione per l'alimentazione e l'agricoltura (FAO) a prevedere la costituzione di un Ufficio regionale per il Mediterraneo, con il compito di coordinare la sua azione nei paesi della regione e facilitare la cooperazione tra loro nei settori agricolo, alimentare e delle aree rurali.

18. L'Assemblea intende proseguire la propria cooperazione con il CIHEAM organizzando periodiche conferenze parlamentari euro-mediterranee con la partecipazione dei Parlamenti dei paesi mediterranei, dell'Unione europea e delle organizzazioni internazionali competenti quali la FAO e l'OCSE.